

gouvernement libéral, sous la menace d'élections, a été forcé d'accepter notre politique, et il a trouvé un large appui auprès des Canadiens.

Qu'exigeait le NPD? Il y a des mois, nous avons demandé que l'on limite les exportations de pétrole brut. Je le répète, nous exportons le pétrole à un rythme fantastique et les États-Unis en demandaient encore davantage. Comme le premier ministre (M. Trudeau) l'a reconnu il y a quelques jours dans son discours télévisé, cette année, nos exportations de pétrole vers les États-Unis ont augmenté de 18 p. 100. Comme nous avions prévu cette crise, nous avons exigé qu'on limite l'augmentation des exportations de pétrole vers les États-Unis et le gouvernement a accepté. Espérons qu'à l'avenir, cela nous amènera d'autres approvisionnements venant des sources conventionnelles.

Nous avons également prévu que, comme le prix mondial augmentait à un rythme étourdissant, les sociétés pétrolières feraient des bénéfices fantastiques imprévus si le gouvernement n'intervenait pas et n'établissait pas un système du double prix. Nous avons exigé que l'on impose une taxe d'exportation sur le pétrole brut afin que la différence entre le prix sur le marché intérieur et le prix à l'exportation n'aille pas aux sociétés pétrolières mais au gouvernement fédéral, alors que le prix canadien à l'Ouest serait bloqué. Nous avons admis que les provinces productrices doivent être compensées pour la perte de redevances due à cette taxe d'exportation et que les sommes excédentaires venant de cette taxe soient utilisées au développement de nos ressources pétrolières dans les provinces productrices.

Nous avons également demandé le maintien du blocage des prix. Comme je l'ai dit plus tôt, monsieur l'Orateur, le prix du pétrole est bloqué dans l'Ouest et il est bloqué sur une base volontaire dans l'Est. Bien sûr, vu les augmentations du prix du pétrole importé il est nécessaire d'augmenter un peu le prix du pétrole dans l'Est. J'en dirai plus à ce sujet plus tard car j'ai certains doutes quant à la façon dont ces prix ont été rajustés. Toutefois, il n'y a aucune raison d'augmenter le pétrole produit chez nous au même taux que sur le marché mondial et, au nom des consommateurs canadiens, nous avons demandé que le blocage des prix soit maintenu. Finalement, le gouvernement a accepté.

Au début de l'année, et même avant nous avons également demandé qu'on prolonge l'oléoduc jusqu'à Montréal de façon à apporter du pétrole de l'Ouest sur le marché de l'Est. Cette prolongation nous aurait garanti la sécurité des approvisionnements. Mais nous voulions également autre chose. Nous voulions un oléoduc réversible afin qu'il y ait une véritable concurrence entre les deux marchés de l'énergie du Canada. Si l'on écarte le principe d'un oléoduc réversible on protège encore le marché. C'était le cas avec l'ancienne politique pétrolière et les compagnies pétrolières avaient beau jeu à l'égard des prix. Si nous avions un oléoduc réversible et si, pour une raison quelconque, le pétrole provenant des gisements découverts au large de la côte atlantique était moins cher que le pétrole canadien des autres sources, nous aurions une véritable concurrence et les consommateurs de l'Ouest du pays en profiteraient car les producteurs de la région devraient commercialiser leur pétrole à un prix concurrentiel.

Nous avons également demandé qu'on supprime la ligne Borden qui empêche de faire entrer au Canada du pétrole d'une autre source. Vu la crise du ravitaillement, le gouvernement a récemment annoncé la suppression de cette ligne.

Approvisionnements d'énergie—Loi

Nous avons demandé la création d'une compagnie nationale du pétrole. Je trouve très étrange que des pays comme l'Italie et la France parviennent à faire travailler dans leur intérêt des compagnies pétrolières très prospères, et qu'elles les fassent même travailler avec beaucoup de succès dans l'Ouest du Canada où elles se livrent à de la prospection et de l'exploitation. Combien de gens savent-ils que les Français ont une exploitation très florissante dans l'Ouest et font également à de la prospection au large des côtes des provinces de l'Atlantique? La société nationale des pétroles proposée devrait envahir le marché et commencer à réglementer tous les aspects de l'industrie au Canada. Je pense non seulement à l'exploration, mais également à la production, à la distribution, à la mise en marché et à la vente au détail et en gros. Il me semble que la meilleure façon d'y arriver serait que le gouvernement prenne en charge une des sociétés pétrolières plurinationales existantes, acquérant ainsi les connaissances techniques et les réserves du sous-sol et vende, par l'intermédiaire de la société nationale des pétroles à un prix qui dépasserait légèrement le prix de revient, et profiterait aux consommateurs canadiens. En conséquence, toutes les autres sociétés pétrolières du pays devraient vendre au prix du gouvernement.

A part une société nationale des pétroles, nous avons également besoin d'entreprendre l'exploitation des sables bitumineux de l'Athabaska en Alberta où il y a une énorme réserve de pétrole. Les coûts d'exploration ne doivent nous causer aucune inquiétude. Le pétrole est là et nous le savons. Les techniques ont été mises au point. Il est économiquement possible d'extraire le pétrole de ces sables bitumineux. Pourtant, nous voilà à un stade où il me semble que le gouvernement de l'Alberta, et, dans une grande mesure, le gouvernement fédéral veulent de nouveau laisser à l'industrie privée le champ libre en ce qui concerne cette ressource précieuse. Si nous permettons cela, nous commettons la même erreur que celle que nous avons commise il y a une décennie en 1961, lorsque nous ne possédions pas la planification nécessaire pour protéger l'intérêt public et établir une politique canadienne des pétroles.

Je veux dire qu'à cause des exigences du NPD, à cause de notre situation au Parlement où nous détenons la balance du pouvoir, nous avons obligé le gouvernement libéral à prendre bien qu'à contre-cœur, une nouvelle orientation en matière de politique d'énergie, orientation qui suppose la participation de l'État, et à admettre qu'il devrait jouer un rôle fondamental pour protéger les consommateurs présents et futurs du pétrole produit dans notre pays. Quiconque voit les choses d'un œil impartial, estimera que notre parti a joué un rôle très positif à cet égard.

• (1540)

J'ai suivi hier, avec intérêt, la motion conservatrice de défiance et les discours des députés conservateurs tournant en dérision le gouvernement et sa politique énergétique, d'après eux, inconstante, inconséquente et incompétente. A mon avis, cela évoquait étrangement leur propre politique ou manque de politique. Si quelqu'un a manqué de constance en ce qui a trait à l'énergie, c'est bien le parti conservateur. Ses députés admettent n'avoir aucune politique. Ils espèrent que le Père Noël leur en apportera une, quoiqu'on me dise qu'ils sont en train d'en rédiger une pour la quatrième fois. J'ai l'impression qu'ils ont des problèmes avec leurs «cowboys» de l'Alberta et leurs inté-